

Le Panama, petite économie émergente de 3,5 M d'habitants, bénéficie d'une situation géographique exceptionnelle l'ayant incité à se spécialiser dans les services (80% du PIB). L'économie repose sur trois piliers : la Zone franche de Colón (2ème plate-forme de redistribution de biens de consommation au monde), le Centre Bancaire International (100 banques/82 Mds USD d'actifs) et les services maritimes (Canal et infrastructures portuaires et de logistique, pavillon de complaisance, etc.). Le Panama capte 5% du commerce maritime mondial (hors pétrole) et 31% du commerce Asie-Pacifique/côte Est des Etats-Unis; on peut désormais y ajouter, comme facteur d'expansion, le hub aérien des « Amériques » de la compagnie Copa Airlines, entreprise fleuron du pays.

Il est ainsi devenu, malgré sa taille, l'un des pays prometteurs de la région latino-américaine et les grands projets sont des cibles de plus en plus convoitées par les investisseurs étrangers : construction d'un 3ème jeu d'écluses sur le Canal de Panama qui doublera sa capacité dès 2015, avec en corollaire des projets portuaires et de ponts; métro de la capitale avec un plan directeur de 4 lignes d'ici 2025. Cette singularité économique explique sans doute que le Panama n'ait été que marginalement impacté par la crise de 2008-2009. Le PIB, qui a franchi la barre des 36 Md USD fin 2012 (PIB/habitant : 10.300 USD), a enregistré un taux de croissance de 9% en moyenne/an sur 2005-2011, 10,7% en 2012, 8 à 9 % en prévision pour 2013. Cette dynamique est tirée par la consommation domestique, irriguée par le crédit bancaire local (solide, bien supervisé et peu exposé à l'extérieur) et le BTP (7 Md USD en projets d'investissements privés sur 2012-2014). En bémol, l'inflation, traditionnellement faible, s'est inscrite en hausse depuis 2001 et a plafonné autour de 6% ces deux dernières années; or les autorités, dans une économie dollarisée, n'ont aucune marge de manœuvre en matière de politique monétaire, leur seul levier en matière de politique économique demeurant la politique budgétaire, laquelle est actuellement expansionniste.

Le « plan quinquennal » d'investissements publics 2009-2014 (13 Mds USD), vise à alléger la dépendance de l'économie vis-à-vis du Canal et à faire du pays un centre régional de logistique multimodal et « multi-secteurs » (développement de « clusters »), mais aussi une plate-forme régionale de développement des affaires compétitive. Si les travaux sur le Canal restent l'un des meilleurs atouts du pays (état d'avancement : 45%), l'essor de nouvelles filières est à l'ordre du jour : le tourisme (2 M de visiteurs en 2011) et secteur minier (cuivre, surtout), avec, pour ce dernier, des sites de taille mondiale. La part élevée de l'investissement public dans cet ensemble est compensée par un meilleur ciblage des dépenses de subventionnement et par une réforme budgétaire qui permet non seulement de contenir l'ampleur du déficit -loi de responsabilité budgétaire qui oblige chaque année à dégager un excédent primaire et un déficit budgétaire de 1% du PIB ou moins sauf exceptions-, mais également d'améliorer le taux de collecte et de pression fiscale. Le Panama dispose d'un vrai système fiscal, relativement bien structuré. Les autorités ont créé en 2012 un « fonds souverain », initialement abondé à hauteur de 1,2 Md USD par l'actuel Fonds fiduciaire au développement (FFD) puis, dès 2015, par les revenus excédentaires du canal (au-delà de 3,5% du PIB). La dette publique à fin 2012 s'élevait à 14,3 Md USD, en progression sensible de 3,7 Md USD depuis 2009, mais elle est passée depuis 1990 de 79% à 39,6% du PIB. Elle est en lien avec la dynamique de croissance (grands chantiers, investissements et consommation privés), dans un contexte de déficit budgétaire (2,1% en 2012 pour une prévision de 2,6% et 2,3% en 2011), largement en dessous du seuil maximal de 3%, permis par la loi de responsabilité sociale et fiscale (certes, à son adoption en 2008, cette limite maximale n'était de que 1%). L'actuel gouvernement s'est engagé à ramener cette dette à 37% du PIB, d'ici fin 2014.

Sur le plan externe, la dynamique de croissance tient à la forte intégration au commerce mondial et aux IDE croissants. Les échanges du marché domestique (13,4 Md USD) ont augmenté de 10,7% en 2012, évoluant au gré d'un commerce mondial qui a marqué le pas (+2%). Le commerce de la Zone franche de Colon (2ème du monde après celle de Hong Kong), a aussi continué sa progression mais plus lentement que les années passées. Ses échanges se sont élevés à 30,8 Md USD (14,6 Md USD d'importations/ + 4,4 % et 16,2 Md USD de réexportations/ + 6,8%). Enfin, le Panama est resté en 2012, le premier pays capteur d'IDE en Amérique centrale (34% du total) et le 8ème à l'échelle de l'Amérique latine (après le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Argentine, le Pérou, la République Dominicaine et le Venezuela). Ses IDE (2,5 Md USD en moyenne /an depuis 2005), se sont élevés en 2012 à 3 Md USD, en progression de 10 % par rapport à 2011 (soit près de 2% des IDE attirés par l'ensemble des pays d'Amérique latine (173 Md USD)).

Ces performances s'expliquent par une politique continue d'ouverture en matière d'échanges de biens et de services : trois nouveaux accords de libre-échange sont entrés en vigueur en 2012 (avec le Pérou, les Etats-Unis et le Canada) ; l'accord d'association UE-Amérique centrale et Panama doit entrer en vigueur au 1^{er} août 2013. Des négociations pour un ALE avec la Colombie se poursuivent, d'autres sont déjà programmées avec le Mexique (le Panama souhaite bientôt intégrer l'Alliance Pacifique), mais aussi avec la Corée du Sud et l'Inde, etc..

Champion de la croissance dans la région, le présent est radieux pour Panama. Néanmoins, il lui appartient de faire durer cet état de grâce et de parvenir impérativement, au cours de la période 2013/14, à mener à bien et dans les temps ses grands chantiers d'infrastructures physiques. Il en va du bilan politique qui sera fait de la présidence Martinelli, à la veille de la prochaine élection présidentielle (mai 2014), mais également de la capacité du pays à soutenir une croissance forte et durable, à contenir ses déficits jumeaux et à les financer. Ceci implique le maintien de la discipline budgétaire, la mise en place de moyens et une réelle volonté politique permettant, d'une part, la poursuite de la diversification de l'économie (sans oublier le renouveau de l'agriculture, laissée pour compte depuis des années) et, d'autre part, la réforme qualitative des systèmes d'éducation et de santé publique, à la hauteur du Tigre singapourien auquel Panama aime à se comparer fréquemment.

Le Service Economique Régional (SER) de Panama a la responsabilité du suivi macroéconomique et financier du Panama, des pays andins et des multiples Etats de la Caraïbe. Il élabore des notes d'analyse sur le risque-pays, les systèmes financiers, les grandes problématiques monétaires et de change. Il contribue à la préparation des instructions pour nos Administrateurs au sein des institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale, Banque Interaméricaine de Développement) ainsi que pour la Représentation permanente de la France à Bruxelles auprès de la Commission Européenne. Il entretient des relations étroites avec les Services économiques de la région à La Havane, Bogota, Lima, Saint Domingue et Caracas) et les antennes à Quito, La Paz, Port au Prince et Port d'Espagne. Ses principaux interlocuteurs dans les pays couverts sont les ministères de l'Economie et des finances ainsi que les Banques centrales, les économistes et les représentants des institutions financières internationales.

Le SER assure en permanence la veille sectorielle des activités les plus dynamiques de la petite économie émergente du Panama ainsi que le suivi exhaustif des nombreux grands projets d'infrastructures en cours et des grands contrats intéressants, notamment nos grands groupes du BTP et nos équipementiers (secteurs du transport, de l'énergie et de l'environnement, etc.)